

Montreuil, le 27 septembre 2019

Je suis adhérent de base de la FCPE depuis des années pour une raison principale : participer dans la mesure de mes moyens à la promotion et la défense de l'Enseignement public, laïque. On sait en effet que celui-ci est l'objet d'attaques visant à le dénaturer, le privatiser, depuis de longues années (1959 : loi Debré, qui sanctuarise le financement public de l'Enseignement privé, essentiellement clérical).

Et depuis au moins 1989, l'Enseignement public, primaire et secondaire, est l'objet d'une nouvelle campagne continue visant à remettre en cause son caractère laïque.

Alors que traditionnellement, c'était l'Eglise catholique qui orchestrait l'offensive anti-laïque, des milieux religieux musulmans relaient désormais l'offensive (même si l'Eglise reste la principale bénéficiaire du dualisme scolaire). Et malheureusement une partie des organisations de gauche a jugé utile de s'associer à ces menées au nom d'un étrange « antiracisme ».

Inutile de revenir ici sur les étapes de l'offensive contre l'Ecole publique depuis 1989, d'innombrables publications le font, plus ou moins bien.

Il faut par contre évoquer la question des sorties scolaires, puisque cette question est au coeur des turbulences qui agitent notre fédération.

Mais avant d'en venir au fond de la question, quelques rappels sur ce qu'est la laïcité sont nécessaires.

La conception laïque qui s'est imposée dans ce pays est celle d'un Enseignement où les enfants sont préservés de l'influence des idéologies sectaires de tous ordres, et c'est un acquis important (circulaire J. Zay de mai 1937 : « *Aucune forme de prosélytisme [religieux] ne saurait être admise dans les établissements. (...)* »).

Etant moi-même profondément hostile au fait religieux, je défends cet Enseignement public, largement préservé de toute influence religieuse. La liberté de conscience est certes un acquis, chacun est libre de croire ou pas, et je ne veux imposer à personne mon hostilité au fait religieux. Par contre, je ne souhaite pas qu'on impose à mes enfants l'influence sectaire - ni dans les classes, ni dans les cours d'école.

C'est pourquoi, comme des millions de parents, je suis attaché aux principes de laïcité. Je rappelle d'ailleurs que ces principes n'ont pas encore été étendus à tout le territoire, notamment l'Alsace-Lorraine.

Dans ce contexte, on voudrait donc autoriser les personnes porteuses de signes religieux à accompagner les élèves lors des sorties scolaires. Evidemment, l'argument « anti-raciste » est utilisé – il paraît que ce serait faire preuve de « racisme » que de s'opposer à ces revendications.

Avant tout, il faut rappeler que ces revendications n'existent que parce que le système qui existait antérieurement a été démantelé. Auparavant, les sorties scolaires étaient en effet exclusivement encadrées par des fonctionnaires, statutairement obligés à la neutralité religieuse. Ce système a disparu pour des raisons budgétaires, on a fait appel aux parents, et on découvre que ce système soumet l'Ecole aux menées des groupes de pression ! La FCPE serait donc bien avisée de défendre le retour à l'encadrement public des sorties scolaires.

Et que dire en attendant ? C'est simple : les sorties scolaires sont des actes éducatifs - visites de musées, sorties théâtrales, etc. Une sortie scolaire, c'est l'Ecole qui sort de ses murs. Mais c'est

toujours l'Ecole, censée préserver les élèves de toute pression religieuse ou philosophique. Accepter que des personnes voilées, en soutane, portant kippa, etc. puissent accompagner ces enfants, ce serait remettre en cause ce principe.

C'est pourquoi, avec des millions de parents, et contre la direction de la FCPE, je suis opposé à ce que des parents manifestant leur croyances encadrent des sorties scolaires, et heurtent par là-même mes propres convictions.

La direction de la FCPE – pourtant fort peu représentative – a donc décidé de soutenir les lobbies religieux au nom d'une laïcité « inclusive », l'alibi des défenseurs de l'ouverture des services publics aux groupes de pression religieux. C'est déjà regrettable, car il ne fait guère de doutes que cette position est rejetée par la masse des parents.

Mais le pire, c'est le choix d'éditer une affiche qui ne peut que heurter tous ceux qui sont attachés à la laïcité. Publier une telle affiche, c'est faire le choix de la division. Car soyons clairs : cette affiche ne « parlera » qu'aux milieux travaillés par les lobbies religieux.

Probablement, cette initiative ne fera qu'affaiblir un peu plus la FCPE, ce qui n'est pas souhaitable. Mais c'est le prix à payer pour l'aveuglement sectaire de ses dirigeants.

Le pire est que ces bêtises ne font que permettre au gouvernement et ses alliés, voire aux pires xénophobes, de prendre la posture de rempart face à l'obscurantisme, de défenseurs de la laïcité, eux qui n'ont cessé d'affaiblir le service public d'Education.

On l'aura compris je ne peux me retrouver dans les prises de positions de la direction actuelle de la fédération. Je reste néanmoins attaché à la tradition politique et éducative portée par la FCPE, quoique de façon de plus en plus édulcorée – c'est pourquoi je ne la quitte pas.

J'espère par contre que nombreuses seront les prises de position en défense de la laïcité qui proviendront des rangs de la FCPE dans les jours qui viennent.